

Retour sur :

Prévention de la radicalisation : Comprendre pour agir

Séminaire de Béthune -10 octobre 2019

Le séminaire intitulé « Prévention de la radicalisation, comprendre pour agir » qui s'est tenu à Béthune le 10 octobre 2019 a été organisé par la sous-préfecture de Béthune, l'agglomération Béthune-Bruay-Artois-Lys romane avec l'appui du Centre de Ressources pour la Prévention des Radicalités Sociales (CRPRS). Il avait pour objectifs d'apporter des éléments de compréhension sur le processus de radicalisation, d'éclairer les participants sur la réponse publique apportée à ce phénomène et à faciliter les échanges d'expériences entre acteurs locaux en s'inspirant d'initiatives d'autres territoires.

Nicolas Honore, sous-préfet de Béthune, a rappelé que ce séminaire était le sixième organisé par le cabinet du préfet mais le premier sous cette forme. En effet, la matinée était consacrée à des tables rondes afin d'apporter un éclairage sur le phénomène de radicalisation avec l'intervention de Farhad Khosrokhavar et sur la procédure de signalement et les modalités de prise en charge avec l'intervention de la cellule mobile, le renseignement territorial et le directeur du cabinet du préfet. L'après-midi, organisée sous forme d'ateliers, visait à faciliter le passage à l'action en partageant des retours d'expériences et ressources sur différents thèmes :

- « Comment se mobiliser sur le territoire ? » avec l'intervention d'Amadou Dramé et de Céline Martineau.
- « L'éducation aux médias » avec l'intervention d'Hasna Hussein et d'Anne Lefèvre.
- « Acteurs sportifs » avec l'intervention de William Nuytens accompagné de Gianni Marasa et de André Lazaoui accompagné de Jawad Aitzilal et de Dalila Mazari

Partie I- De quoi parle-t-on ?

Radicalisation : de quoi parle-t-on ?

La matinée était consacrée en grande partie à la compréhension du phénomène de radicalisation grâce à l'intervention de Farhad Khosrokhavar, sociologue, spécialiste des processus de radicalisation.

Selon lui, il ne faut pas prendre la radicalisation uniquement sous un seul angle (économique, anthropologique, psychologique, culturel etc) car il s'agit d'une problématique complexe. Il est donc nécessaire d'aborder ce phénomène par différentes approches.

- Trajectoires individuelles et collectives :

En s'appuyant sur deux exemples, on peut identifier des points communs et des divergences dans les parcours de personnes radicalisées. Le sociologue est ainsi revenu sur deux profils : celui de Chérif

Chekkat qui, en 2018 a tué cinq personnes à Strasbourg, et blessé onze autres et Michael Harpon, informaticien de l'île de la cité, qui a tué quatre personnes et qui en a blessé d'autres.

Selon Farhad Khosrokhavar, Chérif Chekkat a suivi la trajectoire dominante de la radicalisation en Europe à savoir : « qu'il ne s'agit pas nécessairement de jeunes issus de l'immigration mais plutôt de jeunes qui ont une vie éclatée, des problèmes d'adaptation à la société, d'acceptation des normes, de soumission à ce que l'on pourrait appeler la loi de la majorité et qui les conduisent à des trajectoires de délinquance, de récidive puis du cycle infernal d'emprisonnement - sortie de prison ». Selon lui, c'est un cycle que l'on retrouve dans beaucoup de cas. D'un point de vue économique, cela pourrait s'expliquer du fait de la transformation du modèle d'industrialisation européen. Chérif Chekkat a fait l'objet de 24 condamnations. Toujours selon Farhad Khosrokhavar, il y a beaucoup de cas où la criminalité et la délinquance précèdent la radicalisation et le terrorisme.

Il existe un autre modèle de classe moyenne ou de classe moyenne inférieure selon le spécialiste. La grande partie des convertis en font partie. Farhad Khosrokhavar explique ainsi que dans la majorité des cas, le moteur de leur conversion à l'islam radical n'est pas la haine de la société, mais plutôt un malaise identitaire, qui n'est pas lié à un passé migratoire, et la recherche d'autorité dans un contexte de relâchement des normes sociales et de dilution de l'autorité parentale. L'islam rigoriste leur propose un cadre normatif explicite et sacralisé, à l'opposé des idéaux de mai-68 et du projet politique de citoyenneté laïque. Le jihadisme représente pour eux la possibilité de poursuivre un objectif collectif noble et de se bâtir une nouvelle identité fondée sur l'héroïsme et les normes du sacré. Les motivations de ces jeunes prêts à partir pour combattre dans les rangs de l'Etat islamique (Daech) sont donc complexes. Elles relèvent à la fois d'un romantisme révolutionnaire naïf et de la recherche d'un sens à leur destin par l'expérience du sacré et l'adhésion à un projet collectif porteur d'espérance.

Les profils sont donc différents et les solutions doivent l'être aussi. La moyenne d'âge des personnes radicalisées au service du djihadisme, selon Farhad Khosrokhavar, est située entre 25-28 ans selon les pays européens. Dans les années 2013-2016, beaucoup d'adolescents ont adhéré à cette idéologie et notamment des filles pour des raisons diverses telles que l'attrait de l'inconnu, le romantisme et l'amour. C'est en cela que cette radicalisation est nouvelle. Dans beaucoup de cas de figure, le modèle familial est en crise. Farhad Khosrokhavar parle de « famille patriarcale décapitée » : il s'agit d'une famille dans laquelle le père est absent et c'est donc le fils qui prend sa place en tant que figure d'autorité. On retrouve ce schéma familial avec Mohamed Merah par exemple. Cette crise de la famille n'est pas la même au sein des classes moyennes.

- Quelques explications sociales

Pour comprendre ce phénomène, Farhad Khosrokhavar estime qu'il est nécessaire de prendre en compte un certain nombre de critères comme par exemple la famille, les classes sociales, les générations et les structures urbaines. Il parle de cadre « urbadjihadogène » qui renvoie à des structures urbaines qui poussent à la radicalisation car elles « amplifient un certain nombre de faits liés à l'identité de l'individu ». De plus, dans beaucoup de cas, souligne-t-il, on retrouve des problèmes psychopathologiques. L'économie joue également un rôle, et plus particulièrement les difficultés économiques rencontrées par certaines catégories de population, qui conduisent aujourd'hui certains jeunes à avoir le sentiment qu'ils n'ont pas d'avenir.

A partir de ses nombreux travaux, le sociologue a posé en 2014 une définition de la radicalisation qui fait aujourd'hui autorité : un phénomène complexe où s'articulent idéologie extrémiste et action violente. « Si vous avez une idéologie extrémiste mais que vous ne passez pas à la violence, on ne peut

pas dire que vous êtes radicalisé ». Autrement dit tant qu'il n'y a pas de passage à la violence, le fait d'avoir des pensées extrêmes n'est pas interdit par la loi.

« Par radicalisation, on désigne le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel ». Farhad Khosrokhavar, Radicalisation, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2014.

Le processus de radicalisation face à d'autres problématiques

Pour approfondir la compréhension du processus de radicalisation, Farhad Khosrokhavar s'est prêté à un exercice de questions – réponses permettant de mettre en perspective le processus de radicalisation à partir de ses travaux.

⇒ Laïcité – radicalisation - Quel est le rôle de la laïcité dans la protection vis-à-vis de la radicalisation ?

Se référant aux travaux de Jean Baubérot (Les 7 laïcités françaises, 2015), Farhad Khosrokhavar nous invite à penser la laïcité comme une forme de sociabilité. Dans ce cas, le danger réside dans le lien entre l'exclusion sociale économique et l'inadaptation culturelle. L'absence de mixité dans certains quartiers dits de banlieue conduit ainsi à observer une forme de « multiculturalisme inversé », c'est-à-dire une sociabilité qui ne provient pas du modèle du pays dans lequel les jeunes vivent et qu'ils devraient intérioriser, mais du modèle du quartier dans lequel ils vivent. Cette absence de mixité peut se traduire par exemple par de très fortes proportions d'élèves issus de l'immigration dans un établissement scolaire (jusqu'à 95%), ou - autre exemple – des quartiers rassemblant 70 % de population de confession musulmane (contre 6 à 8% estimé en France). Les solutions « rhétoriques » de la laïcité n'ont dans ces situations aucun effet. Il s'agit donc d'agir en premier lieu pour rétablir la mixité nécessaire dans ces quartiers et permettre ainsi à leurs habitants d'intégrer cette forme de sociabilité, et saisir l'opportunité de s'insérer culturellement et économiquement dans le pays où ils vivent. La mixité permettra un enseignement du quotidien de la laïcité.

Le risque à laisser perdurer ces situations est de passer d'une situation où ces jeunes feront le constat d'une France absente à une posture de rejet de la France, qui peut les conduire à soutenir un autre projet politique.

⇒ Peut-on et comment distinguer la radicalisation de l'expression religieuse ?

Suivant les contextes et les périodes, les personnes radicalisées ont pu adopter une posture soit extravertie, associant radicalisation et fondamentalisme religieux, soit introvertie (modèle qui apparaît à partir de 2005-2006) où fondamentalisme et radicalisation sont dissociés. Le lien entre le fondamentalisme religieux et l'extrémisme religieux est donc complexe. Il faut également avoir à l'esprit que le salafisme est une vision fondamentaliste de la religion. Selon Farhad Khosrokhavar, beaucoup de salafistes quiétistes ne deviennent pas djihadistes et quelque fois, un djihadiste se radicalise directement sans être salafiste, donc sans avoir une vision fondamentaliste de la religion.

Un autre facteur pourrait expliquer l'adhésion à la radicalisation, c'est l'adulthood. D'une certaine manière il s'agit d'un report de la crise d'adolescence à l'âge adulte. Cela s'expliquerait par l'allongement de la durée des études qui augmente la période de dépendance vis-à-vis de sa famille.

La radicalisation deviendrait dans ce cas un rite de passage, une manière de s'affirmer comme étant un adulte voire un « sur-adulte » car la personne se fait craindre.

Farhad Khosrokhavar part du constat que lorsqu'un jeune se radicalise, l'appel à l'aide ne se fait pas de la même manière lorsqu'il vient d'une famille de classe moyenne ou d'une famille qui vient de banlieue par exemple. En effet, la première n'aura pas de problème à faire appel aux forces de l'ordre contrairement à la seconde qui a une certaine méfiance à leur égard. C'est pour cela que les acteurs de proximité peuvent jouer un rôle crucial selon lui.

⇒ Quel regard portez-vous sur les politiques publiques menées en matière de prévention primaire de la radicalisation ?

Le spécialiste est très critique sur la question des politiques publiques. Contrairement à d'autres pays, la France est dans une logique de répression et cela ne suffit pas. Pour Farhad Khosrokhavar, il faut développer beaucoup plus le volet préventif comme c'est le cas par exemple en Angleterre ou au Danemark. Il s'agit ainsi de privilégier une approche systémique du phénomène en mobilisant l'ensemble des politiques publiques qui peuvent contribuer à contrer son émergence, notamment la restauration de l'égalité dans les quartiers populaires qui souffrent d'un déficit de mobilisation.

La procédure de signalement et l'accompagnement

Le directeur du cabinet du Préfet est intervenu pour présenter les différentes manières de signaler : le signalement interinstitutionnel, le signalement via la plateforme mise en place en 2014 par le gouvernement (<http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/>) ou via le numéro vert (0 800 005 696), auprès des forces de l'ordre. Quel que soit le signalement, tous les quinze jours un « pré-groupe d'organisation départementale » se réunit pour les analyser. A cette occasion, les membres décident si la situation doit être analysée de manière plus précise et par conséquent être étudiée au sein du groupe d'évaluation départemental, qui est présidé par le Préfet et qui se réunit tous les mois. Une fois la situation examinée, il sera décidé si la personne devra faire l'objet d'un suivi en CPRAF (cellules préfectorales de suivi pour la prévention de la radicalisation et l'accompagnement des familles) ou non.

Le chef du service de renseignement territorial qui représente les Services départementaux du renseignement territorial (SDRT) sous la coupe du Service central du renseignement territorial (SCRT) est venu préciser le rôle de son service : dès réception d'un signalement, ils ont pour mission de déterminer si la personne signalée est radicalisée ou pas, à quel niveau et quel est son niveau de dangerosité. Ensuite, les personnes radicalisées sont classées selon trois catégories :

- Prioritaire qui consiste à mettre en place un suivi constant lorsque la personne est considérée comme dangereuse,
- Régulier qui consiste à suivre la personne mais moins intensément que dans le premier cas,
- Ponctuel qui consiste à écrire une note d'information. Ce classement dans la 3^{ème} catégorie met fin au suivi car il s'avère, après avoir mené une enquête, que la personne n'est pas considérée comme étant radicalisée.

Constituée en 2015 sur sollicitation du Préfet, la cellule mobile est constituée par une équipe pluridisciplinaire (éducateurs spécialisés, psychologues...) et portée par une association de prévention spécialisée. Cette cellule mobile joue un rôle d'accompagnement social et psychologique. Lorsque la situation est transmise à la cellule mobile, elle est analysée en équipe puis une rencontre est organisée dans un délai de quinze jours avec le signalant (la personne qui a signalé). Dès qu'ils ont suffisamment

de données, ils rencontrent la personne signalée et procèdent à son évaluation, toujours en équipe. Leurs objectifs principaux consistent à apporter un soutien éducatif et à aider les familles à éviter un décrochage avec le jeune. L'équipe mobile s'appuie pour cela sur un large réseau de partenaires œuvrant pour la prévention de la radicalisation (Éducation nationale, travailleurs sociaux du Conseil départemental, éducateurs de la PJJ, psychologues,...) mais aussi dans tous les domaines dans lesquels le jeune peut rencontrer une problématique (santé et santé mentale, logement, protection de l'enfance, réduction des risques, insertion socioprofessionnelle, etc.).

Partie II – Ateliers d'échange

Comment on se mobilise sur le territoire ? Quelles actions peut-on mettre en place ?

1. L'exemple du plan de prévention de la radicalisation de Valenciennes métropole par Amadou Dramé, chargé de Missions Politique de la ville à Valenciennes Métropole

A la suite des attentats de 2015 et sous l'impulsion de la présidente de l'époque, Valérie Létard, l'agglomération Valenciennes Métropole a souhaité se saisir de la prévention de la radicalisation. Sans attendre l'injonction de l'Etat, l'agglomération a organisé au printemps 2016 deux réunions mobilisant d'une part les professionnels et d'autre part les élus afin d'établir un diagnostic commun de la situation du territoire. S'en est suivi un travail de formalisation du plan de prévention qui a vocation à s'adresser à l'ensemble du territoire de l'agglomération soit les 35 communes, et non seulement aux territoires concernés par la politique de la ville comme proposé par l'Etat.

En 2017 et en 2018 des formations sur le phénomène de radicalisation, de la laïcité, du fait religieux, de l'accompagnement des familles ont été mobilisées visant les élus et les professionnels - en majorité les intervenants sociaux. Il s'agissait d'offrir aux acteurs locaux un cadre commun de compréhension du phénomène pour mieux identifier les réponses mobilisables sur le territoire. Ces formations ont été sollicitées auprès du Forum Français pour la Sécurité Urbaine et du collectif « Ensemble on fait quoi ? » rassemblant pour cette action l'APSN, l'association Laisse ton empreinte et l'IREV.

Le plan de prévention de la radicalisation permet de développer un certain nombre d'actions de prévention primaire, par exemple :

- Un travail sur l'éducation aux médias et la formation à l'esprit critique par le biais de l'action « Débats Média Artistiques » avec la Compagnie Générale de l'Imaginaire : intervention dans les collèges, lycées et centres sociaux ;
- La diffusion auprès du public et notamment auprès des jeunes (collégiens, lycéens, centres sociaux) de la pièce « Djihad » d'Ismaël Saïdi et de « Lettre à Nour » de Rachid Benzine qui a également été diffusée pour les familles fréquentant les centres sociaux ou les autres associations locales ;
- Cette année, la mobilisation reste très active avec des actions d'éducation à la citoyenneté, d'éducation aux médias, ou autour de la laïcité, le projet « Action culturelle au service du vivre ensemble » pour sensibiliser les habitants à la lutte contre l'extrémisme et aux discriminations ;
- L'agglomération est également engagée dans la mise en place d'un projet européen, accompagné par l'Efus (European Forum for Urban Society) et soutenu par Erasmus +. Ce

projet intitulé « Loud » vise à favoriser l'émergence d'environnements inclusifs pour les jeunes de façon à les empêcher de sombrer dans l'intolérance et les comportements extrémistes. Le projet renforce la capacité des autorités locales et des jeunes à produire des discours alternatifs et a pour objectifs principaux de :

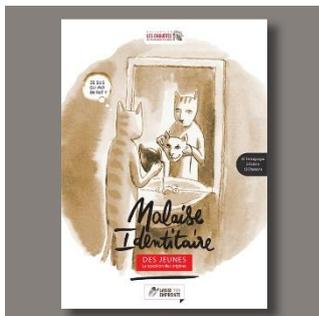
- contrer toute forme d'intolérance et de discours extrémiste parmi les jeunes,
- construire des discours alternatifs efficaces au niveau local,
- donner les moyens aux jeunes de lutter contre la discrimination et les contenus extrémistes,
- promouvoir les échanges entre jeunes européens concernant les discours alternatifs.

2. Des ressources pédagogiques à investir, Céline Martineau, administratrice et intervenante de l'association Laisse ton empreinte

L'association Laisse ton empreinte propose des outils pédagogiques permettant de travailler soit en collectif autour de la parentalité ou de la jeunesse par exemple, soit en individuel avec « le carnet » Laisse ton Empreinte. Ces outils ont été créés par l'association à partir de témoignages individuels de jeunes et de parents.

L'association a ainsi élaboré deux outils, sous forme de fictions vidéo, en lien avec les problématiques identitaires des jeunes. La projection de ces fictions sert de base aux échanges et discussions avec le public (jeunes mais aussi possiblement leurs familles et les intervenants jeunesse), en favorisant un mode d'animation basé sur l'écoute active. Il s'agit ainsi de délier la parole des jeunes et des adultes et d'évoquer des sujets qui n'ont parfois jamais été évoqués dans le cercle familial.

Les fictions « La grande traversée » et « Tous des sangs-mêlés » sont disponibles sur <http://www.laissetonempreinte.fr/>, elles permettent d'une part les trajectoires familiales à partir de bouleversements tels que la migration, un déménagement, une rupture avec ses racines, et d'autre part les rapports avec les institutions et en particulier les forces de sécurité.



Un manuel permet de faciliter la mise en œuvre d'activité avec des groupes de jeunes ou des familles.

Voir aussi Boîte à outils YARIM, p. 30 (http://yarimproject.eu/wp-content/uploads/2019/10/toolkit_french_v3.pdf)

L'éducation aux médias

Le média est un outil de diffusion de l'information, pourvue qu'elle soit bonne. Dans un contexte de démultiplication des supports de diffusion, où chacun peut s'improviser diffuseur ou producteur d'information, plusieurs structures ont développé des outils aussi bien pour les professionnels que les jeunes afin d'apprendre à déconstruire / recouper et vérifier l'information.

1. Des outils pour construire et analyser l'information à découvrir, Anne Lefèvre, directrice du projet régional d'éducation aux médias à l'École Supérieure de Journalisme (ESJ) de Lille

Anne Lefèvre, est la directrice du projet régional d'éducation aux médias à l'École supérieure de journalisme de Lille (ESJ). Cette école est engagée dans le développement d'outils d'éducation aux médias et de contre-discours qui peuvent être mobilisés par les acteurs locaux :

- « Enquête express » consiste à trouver comment un incendie s'est déclenché dans la ville. L'objectif est de se poser les bonnes questions et d'identifier les sources d'information et leur degré de fiabilité. Ce jeu doit permettre au jeune de découvrir le travail de terrain du reportage journalistique.
- « Bouclage express » consiste à faire le « bouclage » d'un journal qui doit être publié le lendemain. Mis en situation, les jeunes devront distinguer les articles qui sont faux des autres tout en gérant la pression venant de la rédaction par exemple. Pour cela, ils disposent de 30 minutes.
- Le petit camion appelé le « News Express » doit permettre à des jeunes de pouvoir monter, à l'issue de quelques séances, une séquence d'information. Le camion est équipé du matériel nécessaire de tournage, montage, photo, son. Ce camion peut se déplacer dans l'ensemble des Hauts-de-France, mobilisé par les partenaires locaux, en particulier dans le cadre des contrats de ville.
- L'appui à la réalisation de séries vidéos (destinées à être diffusées par exemple sur YouTube) soit réalisées par des jeunes journalistes pour expliquer la relation avec le public, soit une enquête menée par des jeunes du lycée pour les aider à sortir de leur a priori.

En savoir plus : ESJ Lille (<http://esj-lille.fr/les-ateliers-medias-pour-les-scolaires/>)

2. Présentation de kits pédagogiques numériques, Hasna Hussein, sociologue des médias et directrice de l'association Preva-net

Hasna Hussein, sociologue des médias et du genre, spécialiste de la propagande djihadiste et membre de l'association PREVA-NET, a également présenté ses outils réalisés à partir de la recherche action. Cette technique consiste à déconstruire les discours radicaux par la recherche, pour mettre en place des formations, des outils numériques et des ateliers dédiés à la jeunesse et aux professionnels.

Les outils mis en place par l'association sont :

- Le projet AGORA (Agir avec des Outils contre la Radicalisation menant à la violence) qui propose un Kit pédagogique sur le thème de la radicalisation. Ce Kit est constitué de plusieurs vidéos de quelques minutes qui abordent des thèmes différents (quête spirituelle, addiction aux jeux, processus de radicalisation) tout en questionnant à chaque fois le rôle des réseaux sociaux. Ces vidéos sont accompagnées de fiches pédagogiques. Les ateliers mis en place par Preva-net à destination des jeunes permettent de les sensibiliser en utilisant ces outils pédagogiques mais aussi de leur offrir un lieu d'échange sur ces problématiques.
- Le projet ADH (Agissons contre les Discours de Haine) qui consiste à ce que les jeunes soient acteurs de la lutte contre les discours de haine en créant des capsules vidéos dans lesquelles ils devront véhiculer un discours positif.
- Le projet ADEC (Ateliers D'Expression Citoyenne) s'adresse aux jeunes et aux adolescents. Il offre un lieu d'échange et d'analyse de pratique grâce aux témoignages d'anciens repentis

dans le cadre d'un théâtre forum. Ce projet permet de mieux comprendre les mécanismes de basculement dans la radicalisation et de réfléchir aux facteurs de protection.

- Le projet PAJE (Prévenir pour l'Avenir des Jeunes) propose d'encadrer les jeunes pendant 6 mois afin de les sensibiliser aux risques de la radicalisation via le numérique.

En savoir plus : Preva-net (<http://prevanet.fr/agora/>)

Sport et radicalisation

Le sport fait l'objet de l'attention des pouvoirs publics en matière de prévention de la radicalisation, en ce qu'il constitue à la fois une opportunité de protection en tant que levier de citoyenneté et de socialisation mais peut également être porteur de risque si les acteurs ne sont pas sensibilisés et formés.

1. Résultats de la recherche *sport et radicalisation*, William Nuytens, directeur de l'Atelier Sherpas et Gianni Marasa, doctorant

William Nuytens, directeur de l'Atelier Sherpas à l'université d'Artois et responsable du programme de recherche sport et radicalisation, et Gianni Marasa, doctorant, ont apporté des éclairages sur les liens entre sport et radicalisation issus de leur travail de recherche mené en Hauts-de-France avec le soutien de la DRJSCS. Ainsi, ils ont rappelé que faire le lien entre le sport et la radicalisation c'était avant tout faire le lien entre un individu et une structure sportive. Plusieurs observations ressortent ainsi des travaux menés :

- La structure n'impose pas seule ses valeurs à l'individu, ce sont bien toutes les interactions de cette individualité qui fabriquent ces valeurs et façonnent la structure,
- Il existe des « clubs super héros » c'est-à-dire des clubs « qu'on appelle des hauts lieux de socialisation et qui font un travail qui dépasse le simple cadre de la pratique et socialisation sportive ».,

Sur un terrain de recherche très récent, les observations menées par le laboratoire ne permettent pas à ce stade de déterminer que certains clubs sportifs ou certaines disciplines (arts martiaux, football) seraient des vecteurs de radicalisation. Toutefois, il convient de poursuivre les observations engagées sous les regards croisés des disciplines scientifiques pour continuer les investigations mais aussi promouvoir l'effet socialisateur du sport.

En savoir plus : Ateliers Sherpas (<http://sherpas.univ-artois.fr/>)

2. Mise en perspective d'outils de prévention à travers le sport, André Lazaoui, directeur de l'association Roubaix Sport et Culture, Dalila Mazari, coordinatrice jeunesse, Jawad Aitzilal, responsable jeunesse

Roubaix Sport et Culture, est une association qui propose un certain nombre d'ateliers toujours en lien avec le sport.

Leur projet « Footballeur et citoyen » est né après les attentats de 2015. L'idée initiale était de mettre en place des tournois de football en s'appuyant sur l'Euro 2016 pour promouvoir les valeurs de la république auprès des jeunes des quartiers Politique de la ville. Cette coupe d'Europe des Quartiers

Politique de la Ville était accompagnée de la mise en place d'un village de la citoyenneté comportant des stands avec des thématiques fortes comme le racisme, la laïcité, les discriminations ou la mixité. Les jeunes participants, mobilisés par les réseaux associatifs financés par la politique de la ville, ont ainsi pu être à la fois acteurs d'une compétition sportive et sensibilisés à ces notions dans le but de renforcer leur citoyenneté.

En savoir plus : Roubaix Sport et Culture (<https://fr-fr.facebook.com/roubaixsportculture/>)